

tuillés par ordre du commandant allemand, mais les autres continuèrent de se tenir à l'arrière et plusieurs d'eux jetant bas leurs armes se dispersèrent dans les forêts.

Le prince Royal fut finalement forcé d'ordonner la retraite sur Bougival, abandonnant Versailles aux français victorieux.

Les colonnes allemandes qui essayèrent de traverser la Seine à Bougival furent exposées à un feu terrible du Mont Valérien, ce qui changea leur retraite en déroute, et ils furent chassés dans la plus grande confusion jusqu'au delà de St. Germain. La nuit seule mit fin à leur poursuite.

Les allemands ont perdu 5000 prisonniers, parmi lesquelles il y a plusieurs officiers de l'état-major du prince Royal et cinquante canons et mitrailleuses. Le chemin allant à Orléans et Tours est ouvert de nouveau et l'ennemi y a disparu.

Des rapports de Paris disent que les esprits sont extrêmement bien disposés, que l'ordre prévaut partout et que le moral de la population et des troupes a été de beaucoup relevé par les dernières victoires.

New-York, 1er octobre.—Une dépêche du câble mande que Bazaine a surpris hier matin les troupes prussiennes, et a remporté une grande victoire.

## LA LORRAINE ET L'ALSACE.

On croit que l'Alsace et la Lorraine, en entrant dans la confédération allemande, seront représentées par une commission et exemptées, pour le présent, de toutes les charges militaires.

## LE GÉNÉRAL BOUBBAKI EN ANGLETERRE.

New-York 1er.—Une dépêche spéciale datée de Londres aujourd'hui, annonce que le général Boubbaki s'est enfui de Metz. Laisant la forteresse sous les habits d'un paysan, il put, en traversant les lignes allemandes, arriver en Angleterre hier, où il prit immédiatement le convoi pour Hastings, allant rendre visite à l'Impératrice.

On croit que le général est porteur de dépêches de Bazaine et il est certain que le général, à présent qu'il est hors de la forteresse, pourra dire s'il est vrai, comme on l'a prétendu, que l'Empire y est encore reconnu.

## STRASBOURG.

Plusieurs soldats français, à Strasbourg, en voyant le pavillon blanc hissé, refusèrent de mettre bas les armes. La population conserve une attitude triste et silencieuse.

Environ 10,000 soldats Prussiens ont été laissés en garnison dans la place.

Les prussiens sont arrêtés près de Ratay, dans le département de la Loire. Ils se sont aussi rapprochés d'Epemont en force considérable, mais furent forcés de reculer devant les mobiles. Ces derniers s'attendent à ce que les prussiens reviennent en nombre considérable.

Les prussiens disent que le feu des forts, aux alentours de Paris, est quelquefois très bien nourri, mais ils pensent que cela est fait pour tromper les parisiens en leur donnant à penser que la cité peut opposer une défense effective.

## BISMARCK.

Bismarck a lancé une circulaire aux ministres prussiens à l'étranger. Il persiste à affirmer que les conditions de paix étaient modérées et que les français les ont rejetées avec l'offre de faire librement des élections pour l'Assemblée constituante dans les départements occupés par les prussiens qui croient que cela aurait contribué à rétablir la paix.

## NAPOLÉON III.

Voici quelques paroles prononcées par Napoléon, immédiatement après la rupture des négociations : « Appartient-il effectivement au vaincu de définir les obligations du conquérant. Je ne puis que rappeler au Comte qu'une politique magnanime ne fait pas appel vainement au cœur du peuple français, tandis que d'un autre côté, on obtient jamais rien de lui en touchant la corde de l'égoïsme ou de la crainte qui ne pénétrera jamais dans l'âme de cette nation, quels que soient les revers que puisse lui envoyer la Providence. Si on suivait une ligne de conduite généreuse, la France serait portée à former une alliance étroite et loyale avec l'Allemagne, et serait la première à consentir à renverser la ligne de défense commandée par les forteresses qui séparent les deux empires. Les deux nations par leur union retireraient de grands avantages. Cet exposé sincère de la vérité a établi un courant de sympathie entre la France et moi-même que rien ne pourra altérer. Il n'y a pas à craindre le déshonneur par une réconciliation dont les conditions seraient basées sur le rétablissement de la paix, qui, je le pense, pourrait être faite sur le principe d'une indemnité pour les frais de la guerre dont le montant serait fixé par des experts. Ces conditions empêcheraient la France de recourir à des extrémités, qu'un caprice ou le hasard pourraient rendre fatales à l'ordre social de l'Europe. Instruits par l'expérience, la France, en considérant sagement les divisions qui la déchirent, et délivrée de la guerre, serait promptement à voir et à admettre que ses malheurs sont dus au manque d'unité politique et qu'elle doit à l'avenir chercher sa prospérité dans l'invulnérabilité de ses institutions. Ces conditions deviendront de jour en jour moins lourdes, surtout si le roi hésite à les imposer avant le siège de Paris. Du choc terrible que la Providence a permis entre la France et la Prusse peut jaillir une étincelle que le progrès trouverait utile pour le salut moral et industriel de l'Europe, mais si des deux côtés on persiste à ne chercher de solution aux difficultés que dans la force, le résultat de ce choc formidable sera aussi déplorable pour l'Allemagne que pour la France. »

(Signé)

NAPOLÉON.

Wilhelmshöhe, 26 Septembre 1870.

## L'ARMÉE DE BAZAINE.

L'armée du prince Frédéric-Charles est sans cesse tenue en alerte par les forces de Bazaine. L'inépuisable activité et la bravoure extraordinaire des soldats français ont donné aux forces assiégées de continuelles occupations. Le maréchal a fait une foule de sorties; il s'est toujours montré prêt à profiter du moindre signe de négligence, faiblesse ou excès de confiance de l'ennemi.

Le vendredi, 23, à midi, les forts à l'extérieur de Metz ouvrirent un feu formidable, sous le couvert duquel une forte colonne française s'avança et attaqua vigoureusement la droite prussienne. L'assaut fut si impétueux et si bien soutenu que les prussiens contrainct de rester sur la défensive durent chercher un abri sous les bois. La bataille dura heureuse depuis midi jusqu'à sept heures du soir. A cette heure, les prussiens, ayant reçu un renfort très considérable, reprirent l'offensive, et les forces de Bazaine rentrèrent dans leurs lignes.

Mais l'insuccès final des français ne les avait évidemment pas découragés, car, dans la matinée du 24, ils firent encore une attaque furieuse sur les prussiens.

Après une lutte sanglante et prolongée, les troupes françaises se retirèrent sous la protection des forts. L'héroïsme et la détermination déployés de part et d'autre dans cette journée n'ont jamais été dépassés dans les guerres modernes. Les pertes ont été très grandes de chaque côté, mais le chiffre n'en a pas été donné.

## EPISODES DE LA GUERRE.

Un fait récemment connu qui vient s'ajouter au bilan des fautes du second empire.

Quand Phérocque MacMahon reçut, à Châlons, l'ordre de marcher dans la direction de Reims, il répondit qu'il serait infailliblement coupé. « Obéissez, » lui dit-on et il obéit.

Au moment où son armée était près de Reims, voyant la situation perdue, il écrivit encore pour exposer les craintes qu'il éprouvait. Il reçut la même réponse; « Obéissez » et il obéit, mais cette fois la mort dans le cœur, car il prévoyait ce qui devait avoir lieu.

On est obligé de regretter, en face de faits pareils, que les paroles de M. Thiers n'aient pas été plus et mieux écoutées. Quand le comte de Palikao lui exposa son plan de campagne qui consistait à tenter par tous les moyens possibles, la jonction des deux armées.

—Général, s'écria l'éminent homme d'état, vous avez tort; au lieu d'une armée bloquée, il y en aura deux.

Une scène extrêmement violente aurait eu lieu à Metz entre le maréchal Bazaine et le maréchal LeBœuf. Ce dernier se serait présenté pour remettre un décret qui lui confierait le commandement d'un corps en remplacement du général Decaen, blessé.

Le maréchal Bazaine se serait refusé à accepter cette nomination et aurait menacé le maréchal LeBœuf en mettant l'épée à la main.

Comme le maréchal LeBœuf répondait à cette menace par celle de faire fusiller le maréchal Bazaine, le commandant-en-chef lui aurait répliqué :

—Je vous défie de trouver dans l'armée française quatre hommes et un caporal qui voudraient remplir un pareil ordre. Par contre, dix mille braves se disputeraient l'honneur de mettre fin à votre existence.

Un général prussien a avoué, à Sedan, que son armée avait perdu dans les trois journées, sous Sedan, 85,000 hommes.

Les officiers et soldats revenus de Sedan assurent avoir entendu des généraux prussiens nous dire :

—Vous vous êtes battus comme des lions, mais vous étiez commandés par des ânes.

Le commandant du fort de Charonne a adressé aux troupes sous ses ordres quelques paroles qui auront leur place dans l'histoire.

Les voici à peu près textuellement, telles qu'on nous les rapporte :

« Je regarde comme un grand honneur, messieurs, de commander des hommes qui doivent avoir à cœur de montrer aux Prussiens comment se battent les Parisiens. »

« Mais je tiens à vous en prévenir pourtant :

« Ici on ne se rend pas; on saute ! »

Ce court discours a été accueilli par des vivats enthousiastes.

A Luzarches, près Paris, sont arrivés 2,000 hommes de tous corps, de tous grades, échappés par hasard à la débandade de MacMahon.

Poursuivis par l'armée ennemie à cinq lieues de distance, ils ont pu cependant arriver à bon port aux extrémités des départements non encore envahis.

Une dépêche de Bruxelles à la Tribune du 27, dit :

Le duc d'Aumale a répondu aux électeurs de la Charente qu'il était toujours prêt à servir son pays et qu'il accepterait la candidature à l'Assemblée Constituante avec le programme que voici :

Adhésion au gouvernement actuel qui combat et négocie, en attendant un gouvernement librement choisi par l'Assemblée Constituante. Il est en faveur d'une paix honorable, assurant la liberté, l'ordre et l'intégrité.

## L'HOTEL DE NIORRES.

Suite.

Le personnage mystérieux n'entendant plus parler et devinant sans doute ce qui se passait dans la salle, quitta le poste d'observation qu'il occupait et marcha résolument vers la boutique de la mère Lefebvre dans laquelle il pénétra en habitué du logis.

« Tiens ! fit la cuisinière-blanchisseuse en répondant au salut familial que lui adressait le nouvel arrivé, c'est vous, monsieur Roger ? Comment va la santé ? »

—Très-bien, grand merci, ma belle hôtesse, répondit M. Roger en s'inclinant encore.

—Vous venez dîner ?

—Mais oui, s'il y a place pour moi.

—Oh ! la place ne manque pas : mes pratiques sont en retard aujourd'hui, et sauf deux bourgeois qui attendent un ami, la salle est vide.

—Eh bien ! je vais m'installer là en attendant, » répondit l'homme aux lunettes vertes.

Et ouvrant la porte de communication, il pénétra dans la salle ; mais au premier pas qu'il fit, soit hasard, soit préméditation, il heurta si brusquement au banc qu'il le renversa avec fracas sur le plancher.

Ce bruit inattendu réveilla en sursaut les deux dormeurs.

## XXX.—Le valet de pied

Avant de pénétrer dans la salle commune de l'établissement de Mme Lefebvre, à la suite de ce M. Roger dont le nom a déjà été prononcé dans les précédents chapitres, il faut que nous retournions dans les jardins élégants où nous avons laissé le comte après la sortie de Saint-Jean.

Le jeune homme était revenu vers l'intérieur des jardins qu'il avait de nouveau traversés ; mais cette fois, au lieu de se diriger en ligne à peu près droite, il tourna brusquement à gauche, atteignit une belle pelouse au milieu de laquelle serpentait une petite rivière artificielle, et, foulant aux pieds le frais et moelleux tapis de verdure, il se dirigea vers un corps de bâtiment de fort belle apparence dont la façade devait être située, à en juger par la position, sur l'avenue de Sceaux que nos lecteurs connaissent.

Vaste hôtel, comme on entendait alors les édifices désignés par ce nom appliqué aujourd'hui aux petites boîtes dorées dans lesquelles s'enferme la mesquinerie pompeuse de notre siècle, le bâtiment, à la hauteur duquel arrivait Edouard, présentait fièrement son perron élevé de douze marches et ses fenêtres énormes aux balustrades de fer ciselé.

Le jeune homme gravit le perron donnant sur le jardin, et pénétra dans une sorte de serre tempérée servant de vestibule à un magnifique salon meublé avec un luxe princier.

Après avoir traversé vestibule et salon, qu'il trouva complètement déserts, le comte, qui paraissait parfaitement à l'aise dans le bâtiment qu'il parcourait, ouvrit une porte, traversa encore un second salon plus petit que le précédent, mais plus somptueux peut-être, et pénétra dans une dernière pièce dont il referma sur lui la porte dorée.

Cette pièce, meublée tout en laque de Chine et tendue en étoffes orientales, était le plus charmant réduit qu'eût pu souhaiter un philosophe épicurien à l'heure de la sieste.

Un vaste et moelleux divan garnissait tout un pan de muraille et invitait au repos. Le comte se coucha à demi sur ce meuble soyeux, puis levant le bras, il attira à lui un cordon de sonnette placé au-dessus des coussins sur lesquelles il reposait sa tête.

Quelques secondes ne s'étaient pas écoulées, qu'un jockey mignon comme une femme, poudré comme un abbé et frais comme une rose épanouie, se glissait dans la pièce après avoir discrètement gratté à l'huître.

« Ah ! c'est toi, Bouton d'Or ? fit le comte en se redressant légèrement pour regarder le jockey. »

—Oui, monsieur le comte, répondit l'enfant.

—Où donc est Champagne ?

—Il n'est pas à l'hôtel ; monsieur le comte lui avait permis de sortir.

—Ah ! c'est vrai. Est-il venu quelqu'un en mon absence ?

—Oui, monsieur le comte ; un valet de pied de la part de M. le comte de Lauraguais.

—Ah ! ah ! fit Edouard en se levant vivement. Eh bien ! fais entrer ce garçon, Bouton d'Or.

Le jockey sortit aussitôt. Deux minutes après la porte se rouvrit, et un magnifique valet de pied, revêtu d'une livrée éclatante, s'inclina humblement sur le seuil.

« Entrez ! » dit le comte.

Le valet de pied s'inclina encore, fit un pas en avant et referma la porte sur lui ; puis il se tint immobile.

Edouard l'examinait avec l'attention la plus scrupuleuse, tournant autour de lui, le regardant des pieds à la tête, faisant subir enfin à toute sa personne un examen minutieux.

Enfin, se reculant pour mieux concentrer ses regards et levant les bras au ciel :

« Merveilleux ! » fit-il.

Le valet s'inclina une troisième fois.

« Monsieur le comte de Sommes est satisfait de son très-respectueux serviteur, répondit-il d'une voix mielleuse. »

—Enchanté, mon cher Pick, réellement enchanté ! dit Edouard en ne se lassant pas d'admirer. Vous êtes très-positivement méconnaissable, et M. Lenoir lui-même, votre illustre patron, hésiterait à mettre un nom sur votre physionomie nouvelle. Mais comment diable faites-vous ? vous étiez maigre, vous voici gras ; vous aviez la mine allongée, vous l'avez pleine ; vous étiez fort grand déjà, vous êtes devenu gigantesque ! C'est magnifique une pareille transformation !

—Affaire de métier, monsieur le comte, dit modestement le valet de pied, ou plutôt M. Pick, puisque nous retrouvons chez le jeune ami du duc de Chartres l'agent de police que nous avons déjà rencontré chez M. Lenoir.

—Et qui vous amène ? demanda Edouard.

—Une affaire importante, monsieur le comte, qui résulte d'une conversation que je viens d'avoir avec M. le lieutenant de police, par rapport aux drames qui désolent en ce moment la famille de M. de Niorres.

—Eh bien ! fit le comte avec impassibilité.

—Eh bien, continua l'agent, sachant par expérience tout l'intérêt que monsieur le comte veut bien prendre à cette déplorable affaire, j'ai eu la hardiesse de venir, en cette occasion nouvelle, me présenter encore à lui.

—Voyons, qu'est-ce que c'est ?

—Monsieur le comte se rappelle sûrement, dit M. Pick d'une voix toujours mielleuse, qu'il y a quelques jours, alors que j'avais l'honneur d'entretenir monsieur le comte des crimes atroces dont la police ignore toujours les auteurs, il a eu la bonté de guider mon inexpérience et de m'amener à jeter les yeux dans la direction de la vérité. Bref, et pour être bien clair, monsieur le comte sait que mes soupçons personnels planent sur MM. d'Herbois et de Renneville....

—Je sais cela, dit Edouard ; ensuite ?

—Ces soupçons, mon devoir m'imposait l'obligation d'en faire part à M. le lieutenant de police, et ce devoir je l'ai accompli ce matin.

Edouard regarda son interlocuteur ; celui-ci s'inclina respectueusement.

« Et, reprit le comte, que vous a répondu M. Lenoir ? »

—M. Lenoir a daigné, après m'avoir écouté, dire que je pouvais être dans la bonne voie ; mais il a ajouté que, pour accuser hautement deux personnages de noblesse, deux officiers de la marine royale, il fallait que je m'appuyasse sur des preuves solides et matériellement irrécusables.

—Eh bien, M. Lenoir a parfaitement raison ; si vous avez ces preuves il faut les donner.

—C'est que précisément ces preuves... je ne les ai pas.

—Alors, monsieur Pick, que voulez-vous que j'y fasse ; je ne puis rien dans cette affaire.

L'agent regarda fixement son interlocuteur.

« Monsieur le comte me pardonnera d'être d'une opinion contraire à la sienne, dit-il ; car je crois que si monsieur le comte le voulait, il pourrait m'aider à trouver ces preuves que je cherche. »

—Moi ? s'écria Edouard. En vérité vous êtes fou ! Je ne connais pas seulement de vue MM. d'Herbois et de Renneville. Leurs noms sont venus jusqu'à moi, voilà tout.

—Mais monsieur le comte me faisait hier l'honneur de me dire....

(A continuer.)